

HAILEMARIAM DESALEGN

ancien Premier ministre de l'Éthiopie

Thierry de MONTBRIAL

M. le Premier ministre, Hailemariam Desalegn, j'ai le grand plaisir de vous passer la parole.

Hailemariam DESALEGN

Avant toute chose, je suis très heureux d'être parmi vous aujourd'hui pour représenter mon continent, l'Afrique, et vous livrer également quelques exemples venus de mon pays l'Éthiopie. Depuis 50 ans, les Africains tentent de se réunir par le biais de l'Organisation de l'unité africaine et essaient d'analyser le processus de décolonisation. Nous avons réussi cette dernière sur le plan politique mais nous avons échoué à bien des égards, notamment en ce qui concerne le service de nos concitoyens, l'amélioration des conditions de vie des populations, la mise en place d'une bonne gouvernance et la démocratisation de l'Afrique.

L'enjeu principal est que depuis 15 ans environ on entend que l'Afrique est un continent en puissance, un lion endormi, un géant qui s'éveille. On raconte bien d'autres histoires sur l'Afrique mais je limiterai mon intervention à cinq aspects en particulier.

Premièrement, mon continent est très jeune, tant par l'âge de sa population que par ses ressources naturelles et l'abondance des opportunités qu'il propose. L'Afrique reste un continent jeune, les décisions politiques doivent en tenir compte. Puisque notre population est très jeune, dynamique et aguerrie sur le plan technologique, la première équation à résoudre est de savoir comment en récolter pleinement les fruits. Cet aspect a des implications considérables pour nos voisins, notamment l'Europe. Nos jeunes, qui traversent la Méditerranée et périssent en mer, sont en quête d'opportunités. Ce constat représente aussi bien une opportunité qu'un défi, nos politiques doivent donc tenir compte de la démographie du continent.

En Éthiopie comme dans nombre d'autres pays d'Afrique, nous en prenons acte en donnant corps à une éducation de qualité, qui dispense les compétences techniques comportementales et professionnelles essentielles à l'employabilité de nos jeunes dans la sphère économique. Néanmoins, l'Afrique se heurte à d'autres défis : la plupart des dirigeants sont très âgés et les jeunes attendent au contraire des dirigeants jeunes, en mesure de comprendre les aspirations réelles du continent. C'est là un enjeu majeur.

Dans mon pays, par exemple, le Premier ministre qui m'a succédé a 42 ans, il comprend donc mieux le monde actuel que moi, qui en ai 53. L'Afrique doit se pencher sur cette question tout en offrant à ses populations les compétences techniques et professionnelles dont elles ont besoin, et en améliorant l'employabilité des plus jeunes. Nous devons également répondre à leur aspiration politique à s'engager et à participer au processus. Nombre d'entre nous renvoient les jeunes à un avenir lointain alors qu'ils ne cessent d'affirmer qu'ils sont aussi la force motrice de l'Afrique contemporaine. C'est là une question cruciale, qui doit éclairer nos décisions politiques. En Éthiopie, nous essayons de régler ce problème.

La deuxième question qui se pose c'est le genre : si nous voulons servir les populations, alors il nous faut résoudre les inégalités entre les sexes. Certains pays d'Afrique s'y attellent, notamment en ce qui concerne les cadres dirigeants. Notre gouvernement est paritaire, tout comme celui du Rwanda et nombre d'autres pays d'Afrique tentent de reproduire ce modèle. C'est un défi fondamental, car les femmes représentent plus de 50 % de notre population. Impossible de faire progresser le continent si nous ne tenons pas compte de ce pan entier de notre société. C'est là une question très importante à résoudre.

Autre question qui doit éclairer les choix politiques en Éthiopie et en Afrique : les technologies disruptives et l'avancée de l'économie digitale. C'est là une question très importante si nous voulons accélérer la croissance économique et profiter d'une économie dynamique. Nous devons adopter les progrès technologiques, qui représentent une réelle opportunité pour le continent. C'est la prochaine question sur laquelle nous nous concentrons : la e-gouvernance, le e-commerce et les e-services tant au niveau gouvernemental que des entreprises privées. Nous devons redoubler d'efforts dans ce domaine afin de faciliter l'intégration du continent. Il existe un réel déficit d'infrastructures physiques sur le continent et nous devons y pallier grâce à l'économie et à la technologie digitales, qui vont nous aider à accélérer le mouvement.

La concurrence acharnée entre les compétiteurs internationaux qui s'intéressent tous à l'Afrique n'a plus rien d'humanitaire. Le continent est devenu un terrain d'échange et d'investissement, une dimension qui doit être comprise à sa juste mesure. Les choses ont changé, le continent n'est plus une cause humanitaire. Comment pouvons-nous collaborer de manière positive avec les compétiteurs internationaux qui s'implantent et investissent en Afrique afin de tirer un meilleur parti de leur présence ?

L'Éthiopie recense quelques exemples, où l'Ouest, l'Est et le Sud coopèrent pour aider le pays à avancer. Nous travaillons avec les États-Unis, l'Union européenne, la Chine mais aussi le Japon et le Moyen-Orient. Jadis, il fallait s'allier à l'une des parties en présence mais ce n'est plus le cas à présent. Nous devons obtenir le soutien de toutes les régions du monde. Cette concurrence aide l'Afrique à avancer mais, dans un même temps, elle nous freine et nous devons nous assurer que les accords que nous signons nous permettent de progresser et ne nous freinent pas.

En ce qui concerne l'émergence de ces acteurs internationaux, mon pays observe une croissance de 10,3% sur les 15 dernières années, soit une croissance similaire à celle de la Corée dans les années 1960 ou à celle de la Chine plus récemment. Ce type de croissance économique est fondamental car, sans cette croissance économique rapide et accélérée, la réduction de la pauvreté en Afrique restera insuffisante. Nous devons par conséquent progresser rapidement : six des dix économies mondiales qui enregistrent la croissance la plus rapide sont en Afrique mais cela ne suffit pas. Les 55 pays du continent doivent évoluer plus rapidement en terme de croissance économique et mon pays constitue un exemple à cet égard car celui-ci a réussi à réduire la pauvreté de millions de gens sur une population de plus de 100 millions d'habitants.

Le défi immense qui attend l'Afrique concerne les conflits d'intérêt et la gouvernance défailante, deux problématiques qui entravent une croissance économique rapide. J'observe une grande fragilité de l'État dans certaines régions et plusieurs pays africains sont complètement défailants. Nous devons travailler très dur pour élever toutes les nations africaines au même niveau de paix, de tranquillité et de développement. Notre lutte doit se concentrer sur une tolérance zéro en matière de corruption, une amélioration de la gouvernance et surtout une participation des citoyens. Sans mouvement approprié de la société civile ni militantisme citoyen, assurer un contrôle sur les pouvoirs publics reste très difficile. Les mouvements de la société civile doivent être au cœur de la croissance de l'Afrique et de son récit de développement. C'est là l'une des principales difficultés que nous devons résoudre.

La cinquième équation est celle de l'épuisement des ressources et du changement climatique. Elle est fondamentale. L'Afrique contribue beaucoup moins que d'autres continents aux émissions de gaz à effet de serre mais elle reste le continent le plus impacté. La justice climatique doit donc toujours être au cœur de nos politiques, au risque sinon que l'Afrique souffre des actions des pays développés et de leurs émissions. Acteur international et responsable, l'Éthiopie a conçu une stratégie de croissance verte respectueuse du climat, qui confirme que nous sommes moralement responsables et montre aux pays développés que, même si nous contribuons très peu aux émissions globales de gaz à effet de serre, nous endossons la responsabilité de nos futurs collectifs. Arrivés sur le tard, nous bénéficions d'un avantage certain et nous nous sommes concentrés sur une agriculture intelligente, des parcs éco-industriels et un développement industriel respectueux de l'environnement.

Le Maroc nous fournit un exemple d'énergie renouvelable qui réduit les émissions de gaz à effet de serre. Nous saisissons toutes les potentialités : l'Éthiopie dispose ainsi d'un potentiel immense en matière d'énergie hydroélectrique, avec 60 000 MW, ainsi que d'un potentiel géothermique de 20 000 MW, et d'une capacité éolienne de 1 GW. L'Afrique jouit également d'un immense potentiel en matière d'énergie solaire et nous tirons profit de toutes ces sources d'énergie. L'Éthiopie dispose d'une capacité installée d'environ 5 000, dont 95 % sont issues des énergies



renouvelables et, là encore, nous disposons et nous construisons des équipements pour une capacité de plus de 15 000 MW.

Tout ceci montre que nous endossons nos responsabilités mais nous en appelons également à une action de la communauté internationale. Nous dénonçons les politiques de certains pays qui reviennent sur l'accord de Paris, un recul dommageable pour nos enfants et notre avenir. Nous devons sauver notre planète et montrer l'exemple dans nos propres pays.

Enfin, le problème du terrorisme et des violences extrémistes représente un dernier défi à relever : si nous ne créons pas d'emplois pour nos populations les plus jeunes, alors il leur est impossible de survivre ou de prospérer dans leur pays. Dès lors, la moindre idéologie extrême leur devient acceptable. Nous nous devons de résoudre les problèmes des jeunes qui rejoignent ces groupes terroristes et la violence extrémiste qui prend racine partout dans le monde.

Voilà les principales questions qui doivent éclairer nos politiques et leur mise en œuvre. Nous progressions à bien des égards et nous allons continuer sur cette lancée. Les bonnes pratiques et les exemples vertueux existent dans nombre de pays africains et nous devons continuer de les reproduire et de les développer.

Thierry de MONTBRIAL

Je vous remercie beaucoup. Vous avez une carrière universitaire, mais je crois que l'essentiel de la valeur de vos propos tient à cette expérience réussie, six années n'est-ce pas, à laquelle j'ai fait allusion.